

Le Louisianais.

JOURNAL POLITIQUE, LITTERAIRE ET CAMPAGNARD.

VOL. XIV.

PAROISSE ST. JACQUES, LOUISIANE, SAMEDI 22 DECEMBRE, 1877.

Le Louisianais.

JOURNAL OFFICIEL

Paroisse St. Jacques, Publie chaque Samedi dans la Paroisse St. Jacques, Convent P. O., Louisiana.

J. GENTIL, EDEITEUR ET REDACTEUR. Abonnement: \$5.00 PAR ANNEE. PAYABLE D'AVANCE.

PRIX DES ANNONCES: Par carré de 10 lignes, ou moins, première insertion... \$1.00. Par carré de chaque publication subséquente... 75.

AGENTS DU LOUISIANAIS. Nouvelle-Orléans:—A. G. Romain, Tchoupinolas St., No. 15. St-Jacques, St-Jean-Baptiste, Iberville, Assumption et Ascension:—Just Comes, Donaldsonville.

A LA CALOMNIE. C'est ça, la chose est sûre, Et le chien est prouvé Par le poil, la morsure, Et ce qu'il a bavé. Car la poile des oreilles De l'âne ou de l'âneon, Longues et sans parcelles, Dit la bête et son non;

FRANCHE CAUSERIE.

Monsieur de Mac Mahon, le loyal soldat et le Bayard moderne, comme ses bons amis se plaisaient à le dire, et qui aurait fini par le croire, ne sera décidément pas un héros d'épopée. Monsieur de Mac Mahon n'a pas la taille épique. Il lui manque quel- que pieds pour être un Bayard.

Les soldats, des héros véritables, en sont encore indignés et ne pensent point sans frémir au mouchoir de poche de leur misérable empereur. Ils auraient vingt fois préféré la mort à de telles fourches caudines. Et si vous comparez Sedan à Waterloo, comme un poète Fa fait, vous avez tort. Waterloo fut une glorieuse défaite, et la France en porte le souvenir avec respect. Le Waterloo du matin fut une victoire, et le Waterloo de la dernière heure fut Cambronne. Mais Napoléon III, au lieu de jeter superbement à Bismark le mot de Cambronne, trouva plus simple de se jeter lui-même et misérablement aux pieds du vainqueur.

Quant à la victoire que le maréchal de Mac Mahon remporta plus tard contre Paris et les Parisiens aux sombres jours du désespoir et de la Commune, il n'en faut point parler avec orgueil. Ce sont là des drames sociaux, où l'acteur se nomme fatalité, mais dont les lauriers sanglants illustrent personne. La guerre civile, dans un camp comme dans l'autre, ne fait pas des héros véritables, et Rossel, vaincu et fusillé, est de la taille de MacMahon fusillant et triomphant. Toute guerre civile est une malédiction, puisque les victimes sont des frères. La guerre étrangère, elle au moins, ne tue pas ceux qui se rendent, ne massacre point ceux qui sont prisonniers, n'achève point son œuvre de mort par des conseils de guerre, des arrêts d'échafaud et des listes de proscription. Sa férocité tombe devant l'ennemi qui se rend. Elle se plaît même à reconnaître que le vaincu fut brave. Aussi ne doit-on jamais s'enorgueillir des lauriers de la guerre civile, et si Condé et Turenne n'avaient eu que ceux-là pour être grands, la France ne se glorifierait point de Condé et de Turenne. MacMahon, lui non plus, n'a pas le droit d'en être fier. Fut-il généreux et clément? S'est-il donné le mérite de l'oubli ou la vertu du pardon? Tous les déportés de la Calédonie ont-ils été rendus à leur patrie, à leurs femmes et à leurs enfants? Est-ce que vous n'entendez pas encore de temps en temps, au milieu du silence et de la paix, quand tout devrait être oublié et pardonné, une voix qui accuse, un juge qui condamne et douze balles qui tuent!

II. Mais si MacMahon, duc de Magenta et maréchal de l'empire, n'avait pas eu la chance d'être un grand général, car la fortune, non moins que le génie, contribue assez ordinairement à la grandeur ou à la petitesse des généraux, MacMahon pouvait tout au moins être un honnête homme et un consciencieux président de la république française. On y comptait volontiers. C'était facile et naturel. Il ne s'agissait pas de grandes batailles à livrer. Il ne fallait point, pour cela, des qualités hors ligne et des vertus exceptionnelles. Un peu de bon sens, de jugement et de patriotisme suffisait à la tâche. Aussi, malgré ses défaites et sans trop savoir pourquoi, fit-on à MacMahon le suprême honneur de lui accorder une confiance sans borne, un respect profond et le pouvoir. Et la France, oubliant le passé, toute au travail et à l'espérance, anxieuse de réparation et de paix, d'une crédulité admirable autant que naïve, ne disenta pas même ses titres. En avait-il? Elle ne lui reprocha rien. Comme Rome, après Cannes, elle ouvrit ses bras à Varron français. Elle le prit sans hésitation et sans arrière-pensée. Au lendemain de ses revers et de ses désastres, la France éprouvait le besoin de croire, de se confier à la loyauté, à la sincérité et au patriotisme de quelqu'un. Mais ce quelqu'un, dans sa pensée, devait être franc, honnête, libéral et droit. Il ne pouvait, bien entendu, se livrer aveuglément aux partis, se prêter misérablement aux ambitions des conspirateurs, méconnaître la voix et les intérêts de la France, donner son influence et son concours aux décadés odieux d'une monarchie ou d'un empire. Ou le supposait intelligent. Il devait penser à l'avenir, qui n'a de reconnaissance que pour ceux qui croient en lui et le servent honnêtement, y marcher avec résolution et sagesse, mais non pas lui tourner honteusement le dos, le nier, le mépriser et le combattre déloyalement. C'est avec les hommes de bonne volonté, de raison et de progrès, c'est-à-dire de foi, de courage par respect pour le poste confié et pour le devoir à remplir, qu'il fallait être de son pays, de son siècle et de sa civilisation. La France n'est pas la première venue, et noblesse oblige. Cette France ne voulait plus de préjugés antiques, d'intrigues monarchiques et de hontes impériales. Comme fille aimée de la philosophie et de la liberté, elle n'aurait pas qu'on s'inspire pour elle aux Syllabus de Rome et qu'on rende à son peuple un gouvernement d'avant 89. Elle a marché, elle marche, elle veut marcher encore. Vous ne parviendrez point son esprit et son cœur jusqu'à lui faire désirer l'abaissement et la servitude. La liberté lui semble bonne et juste. Les dieux qui n'aimeraient point la liberté, fussent-ils du reste souverainement débottés, ne seraient point ses dieux. Et souvenez-vous bien qu'elle n'a point lutté, combattu, souffert et versé le meilleur de son sang pour que la démocratie fut un mensonge, la république un leurre et la théocratie une vérité. Elle est encore prête à vous prouver, si vous y tenez absolument, qu'il ne lui faut pas plus de vingt-quatre heures pour briser un roi ou casser un César. Il serait imprudent de la provoquer, même quand elle est lasse.

MacMahon aurait dû pu, s'il l'eût voulu, se faire très facilement un grandeur. Le génie, pour cela, ne lui était point nécessaire. Une intelligence ordinaire, une franchise honnête et les conseils de quelques hommes sages et dévoués suffisaient. Il n'y avait pas même du nouveau à voir. Le vôtre n'est qu'un indice, et le vôtre n'est que l'ancien et le même. Il n'en fallait pas davantage. Et quoique la chose ait été dite à satiété, nous ne craignons pas de le répéter qu'il y a de la gloire véritable et de la grandeur réelle à marcher simplement dans les pas de Washington.

III. MacMahon, malheureusement, n'est rien qu'un soldat, un soldat de la vieille école, un héros parfaitement manqué, un de ces personnages que l'histoire, malgré toute sa bonne volonté, ne peut mettre dans la galerie des grands caractères, des grands patriotes et des grands hommes, et dont elle se contente de dire, après les avoir froidement retournés et mesurés, et comme hommes de guerre et comme hommes d'Etat: Soldats ordinaires et citoyens incomplets.

Et même, très souvent, s'ils n'avaient point eu des moments féroces, si on ne devait les juger que par leur j'y suis j'y reste, j'ai jusqu'au bout, vous pouvez compter sur moi, etc., on les prendrait volontiers pour des habiles et des fanfarons. Il y a de la gasconnade dans ces gens, quelque chose de faussement théâtral. Beaucoup sont des matamores. Leurs dogmes militaires, plus hauts encore que ceux de Rome et de l'Eglise, sont superbes. C'est à la caserne de l'obéissance passive et de la brutalité qu'ils les pratiquent convenablement. Aussi, en dehors de la caserne, dans la société politique et le monde civil, n'admettent-ils point qu'il y ait une autorité supérieure à leur autorité. Ce qu'ils veulent est absolu. On ne doit ni les discuter ni leur résister. Le dogme du sabre est inflexible, et leurs titres, des droits inaliénables, sont les premiers titres et les premiers droits du monde et de la civilisation. Et si la France, par exemple, leur pose le dilemme de la soumission ou de la démission, ils ont presque envie, la main à l'épée et la tête haute, de se rebeller et de se révolter contre le dilemme de la France elle-même. Gladius sit lex suprema! Que veut ce peuple de manants, de bourgeois et de pékins! Est-on maréchal pour prêter l'oreille aux doléances des avocats bavards, des gens d'Elbeuf et de Nancy, d'un tas de boutiquiers, incongrus et d'industriels timorés? En vérité, il serait plaisant que la France voulût autre chose que notre volonté, que notre désir cessât d'être la loi, que le gouvernement ne fût plus notre bon plaisir, et qu'un chicaneau comme Gambetta ou Grévy, sous prétexte que la France a parlé, nous intimât l'ordre d'avoir à nous soumettre ou à nous démettre? Est-ce que nous connaissons le parlementarisme, nous? Cela est bon pour des bourgeois, des discoureurs et des gens de robe. Les gens d'épée ont d'autres traditions, plus glorieuses, Dieu merci. Nous les connaissons. Elles s'appellent Brunaire et Décembre. Si le peuple les a oubliées, nous saurons les lui rappeler, et il comprendra une fois de plus qu'il est malsain de s'approcher trop près de nos éperons.

Bah! Ce sont là, messieurs, gasconnades et fanfaronnades de jadis. Cette jactance ne convient plus à personne. L'orgueil est ailleurs, et le meilleur moyen de servir sa patrie, qu'on soit maréchal, juge ou simple citoyen, consiste purement et simplement à lui obéir. Et si vous n'obéissez point, si vous vous révoltez, le pays, plus haut et plus fort que vous, prend sa hache et frappe. Que si, par fortune inouïe, comme Napoléon III, vous échappez pendant vingt ans à votre crime, vous n'en aurez pas moins votre hache et votre châtiement. L'histoire, en tout cas, ne vous lâche jamais et vous flagelle à travers les générations.

Aussi le maréchal de MacMahon, tout descendant qu'on le dise des O'Brien et des Corkabiskin d'Irlande, alors que les O'Brien et les Corkabiskin d'Irlande portaient royalement des peaux de bique, a-t-il fini par se soumettre, en attendant sans doute qu'il se démette.

Car sa lenteur, son hésitation et sa mauvaise grâce à se conformer à la volonté de la France, quand le devoir était si clairement tracé, le condamnant aux deux termes ou aux deux cornes du dilemme.

IV. Au demeurant, pourquoi non? A tout péché miséricorde, et les vainqueurs, tout en ouvrant l'œil et en se tenant sur leurs gardes, doivent se montrer généreux. Il se pourrait bien, après tout, que MacMahon fût honnête, sincère, loyal et républicain. Seulement, même pour les Cassagnac et les Manpas, il n'aurait pas dû permettre le rituel bismarckien des candidatures officielles. L'Etat n'est pas des plus généreux et appelait trop l'empire des maîtres honteux. D'un autre côté, quand le franco-américain Bidel, un peu trop bavard peut-être, mais ne pouvant point s'expliquer la singulière conduite de MacMahon, lui prêta purement et simplement les oreilles du roi Mideu, fallait-il donc emprisonner et expulser Bidel? Le fait de Bidel n'était pas un crime de lèse-majesté ou de lèse-majesté. Il fallait considérer que Bidel, comme Américain, avait en vingt fois l'occasion de parler des oreilles de Grant dans les mêmes termes, et sans encourir pour cela la moindre pénalité et le moindre reproche. La reine d'Angleterre, qui est impératrice des Indes et de meilleure noblesse que MacMahon d'O'Brien, n'a jamais poursuivi et persécuté ceux qui se sont permis de dire qu'elle avait le nez de travers. Le pape lui-même, plus haut que tous ces souverains là, puisqu'il est le souverain des souverains, aurait été moins susceptible que le vieux Mac.

Qu'importe! Et nous répétons: A tout péché miséricorde. Car, grands et petits, rois et reines, caporaux et maréchaux, nous sommes tous pécheurs. L'infaillibilité n'est pas du domaine des hommes et des femmes. La véritable force consiste à reconnaître ses erreurs et à les réparer. Les grands caractères sont ceux qui confessent leurs fautes. Aussi, en cette circonstance, puisque MacMahon se montre sous une nouvelle physionomie, et que nous nous étions sans doute trompés sur le but qu'il poursuivait et le sort vers lequel il marchait à l'insti de ses propres amis, réjouissons-nous franchement aux dernières et solennelles déclarations du président de la jeune république française. Que si Cassagnac n'est pas plus content et plus satisfait que Louis Veillot, laissons Cassagnac, l'ange du bonapartisme, et Louis Veillot, l'ange du cléricalisme, se regarder à la façon cicéronienne. Mais le message du vieux Mac est une pièce souverainement importante. En voici les points principaux ou capitaux: "On, les élections du 14 octobre, malgré les candidatures officielles, ont encore une fois affirmé la confiance du pays dans les institutions républicaines. Pour me conformer aux règles parlementaires, j'ai formé un ministère de nos membres, tirés des deux Chambres, sous des hommes résolus à demander et à maintenir constitutionnellement les dites institutions. Et ces hommes ne sont ni Fourtou ni Broglie. Les intérêts du pays exigent absolument la fin de la crise que nous traversons, comme nous n'en sommes pas sortis autrement. L'exercice du droit de dissolution, après tout, n'est qu'une consultation suprême devant un juge contre le jugement duquel il n'y a pas d'appel, et qui ne pourrait pas être établi comme système de gouvernement. Je me conforme à la réponse du pays. Les principes de la Constitution républicaine sont ceux de mon gouvernement. Le terme de la crise sera le point de départ d'une ère nouvelle de prospérité avec le concours de tous les pouvoirs publics. L'harmonie étant rétablie entre le Sénat et la Chambre des députés, et cette dernière ayant maintenant l'assurance qu'elle n'est pas menacée d'une dissolution prématurée, on aura le droit de s'attendre à ce que les Chambres achèvent les grands travaux législatifs que les intérêts publics réclament, et l'Exposition universelle fournira au monde un nouveau témoignage de la vitalité de notre pays."

VI. Bravo, Mac! Bravo, maréchal! Car le maréchal de MacMahon a signé le dit message, qui est contresigné par M. de Marcère, ministre de l'Intérieur, et par M. Dufaure, président du conseil et ministre de la Justice. Bravo, Mac! Bravo, maréchal! On n'est pas... On n'est pas... On n'est pas...

V. Mais la Gazette de France, qui est un journal de l'ordre moral, ainsi que le Pays de Paul et la Défense de Dupanloup, sont aussi peu satisfaits que possible du dénouement inattendu. Car ces messieurs de l'empire, de la monarchie, du cléricalisme et de l'ordre moral ne s'étaient point coalisés pour un semblable dénouement, et ils ne supposaient guère que l'homme du 16 mai, leur homme et leur bouclier, les abandonnerait d'une façon aussi singulière et aussi cavalière. C'est un tour à la Thiers. On criera bientôt à la trahison, à la lâcheté et à l'apostasie. En attendant, la Gazette de France, qui fut libérale dans sa jeunesse, mais qui est restée pieuse, sérieuse avec une risible indigestion: L'insurrection a triomphé! Voyez-vous MacMahon transformé en chef d'insurrection, en commandant triomphant, et entouré de révolutionnaires comme Dufaure, de Marcère, L. Say, Bardoux, Borel, Pothuan, Tiesserenc de Bort, Freycinet et Waddington? Et savez-vous que ce Mr. Waddington, ministre des affaires étrangères, est un protestant!

Un protestant! Guizot le fut, et l'on sait même qu'il a défendu le pouvoir temporel des Papes. L'on sait aussi que les protestants ne sont pas tous des vauriens. Il y en a même de très honorables et de très distingués. Le temps de les brûler est loin. Dieu merci, et la révocation de l'Etat de Nantes, œuvre d'une convenue royale et d'un jésuite intolérant, n'a ni enrichi ni glorifié la France. On ne se rappelle point les dragonnades de Louis XIV et le massacre des Cévennes sans indignation et sans horreur. Quant à la Saint-Barthélemy, d'épouvantable mémoire, elle dit tout ce que peuvent la cruauté des rois et le fanatisme des hommes. Nul n'oserait aujourd'hui s'en faire ouvertement le défenseur, bien que Louis Veillot y ait quelque peu songé.

Un protestant dans le ministère de MacMahon, et dans le ministère qui remplace celui des curés, c'est la vraiment une surprise inouïe. Dupanloup n'en revient pas. On serait étonné à moins, surtout quand on se nomme Dupanloup. Mais un excellent journal, fort modéré et fort sensé, l'Abécille de la Nouvelle-orléans dit que la politique française, en ce qui concerne le catholicisme, le protestantisme et le judaïsme, doit être française, et défendre les intérêts français à Rome tout aussi bien qu'en Orient. Seulement, la sage déclaration du dit journal nous semble incomplète. Le mot extérieur ne suffit pas. Il faudrait dire à l'extérieur et à l'intérieur. C'est tout au moins de cette façon que la chose s'entend en Amérique, aux Etats-Unis, avec ceux qui ont fait la Constitution et avec ceux qui lui obéissent. Nous sommes au dix-neuvième siècle. L'Eglise a son domaine, et l'Etat a son domaine. L'Etat, protecteur de toutes les croyances, car il est le protecteur des droits et des libertés de tous, n'a point à l'extérieur et à l'intérieur, à Rome ou à Paris, une politique catholique, protestante ou juive. Les meilleurs et les plus éclairés dans la phalange catholique, ceux qui croient à Rome et à leur patrie, ceux qui ne voient pas de paix et de grandeur dans l'ultramontanisme des zélés, résument admirablement leur foi dans ces deux mots: L'Eglise libre dans l'Etat libre. Et nous avons ici, en Amérique, sous nos yeux et parmi nous, la preuve éclatante de la vérité de ce credo et de la sagesse de cette doctrine. Qui de nous, je vous prie, n'étant point un idiot et voulant le respect des croyances, des consciences et des libertés, peut désirer et demander que l'Etat américain, en présence de la Constitution et de la Bible, épouse solennellement et en due forme l'Eglise catholique, l'Eglise méthodiste, l'Eglise presbytérienne, l'Eglise baptiste ou la Synagogue des rabbins juifs?

Non, chère Gazette de France, ce n'est pas l'insurrection qui a triomphé, mais bien l'ordre, la paix, la justice et l'honneur de la France. Il n'y avait point de salut ailleurs. Car si le dénouement n'avait pas été tel, si le coup d'Etat des coalisés l'eût emporté, à quels flots et à quelles nouvelles tempêtes n'aurait pas été livrée la malheureuse épopée qu'on nomme France? Vos ports de corsaires, l'empire, le césarisme et la monarchie, sont-ils des ports sûrs, et n'aurait-on pas eu, au lendemain du triomphe des forbans, une guerre infernale et diabolique entre les forbans eux-mêmes! Chambord aurait dit: Nominor Henrius! Bona parte sur le trône, Nominor Nominor...

Cette doctrine est fondamentale de l'Union nationale de toutes les nations. Elle a fait l'histoire de nos Etats et nous n'en aurons pas d'autres, sous prétexte que l'histoire est plénière.

tre Dupanloup, se sera ent houspillés et battus comme en foire. Mais vous ne serez pas le plus lâche et le plus scrupuleux, et la dernière qualité, mais, on l'a dit à plusieurs reprises, qu'un trois-couleurs n'aurait pas dû donner à la France l'ordre et la liberté que l'un de ces maréchaux n'a pris, complicité de la France, et de ce que vous ne voulez pas de temps à votre nation, repré sentant ses plus terribles ennemis, trait de non-volonté, ne briserait elle pas ex- timent de violence, d'abus d'absurdités, et c'est dans le bien, au lendemain d'un triomphe tel que le fait rat les radicaux comme communaux comme Ga les protestants comme ton. Le Sénat lui-même, à re effrayant et sombre, accumulés et de peurs, tendrait ses bras suppli Grévy et vers Gambetta, deux hommes, ces de- cains, ces deux parlemen- tés par la France répu- calme, le seraient de en France convulsions, per- fureur et par la Commu- resse! Car les radicaux fin- tent les révolutions for- Vous auriez... Cela, certes, n'est pas ce- cela serait.

Ce n'est donc pas cette vieille doctrine de la Gazette de France, qui a triomphé, mais bien la France libre, juste et heureuse, joye et contrainte dans sa joie, après que l'Etat eût été moquée, l'Empire n'aurait pas joué qu'il y avait eu cela, elle a préféré... MacMahon, desormais... MacMahon, desormais... prenant et respectant... devoir de président... ne voulant pas... contre le peuple et... citoyens, racheté dans les années du Septennat... alliance avec les... velleités inconstantes... les et Broglie, et une... généreuse, croyant... époque, ne craignant... à la frontière... dat, pour y faire... ment et victorieuse... de patriote et son... ral.

Car le nuage qui s'est... riant, dont nous... au lieu de s'am... et de... s'étend, s'alourdit... ciel et menace l'horizon.

DOCTRINE.

Il faut que nous... pour agir en cor... pays n'est ni l'Espa... et que, tout en resp... gions, les églises, les ce... cultes et toutes les a... de la foi, même celles... surdes, nous ne pou... et reconnaître comme... ne alliance entre l'E...

Les Eglises sou... tat est un. Les... chose, et l'Etat... Il n'y a pas d'h... tre eux. Ils sont indé... de l'autre. Le pré... de droits que dans son... temple, avec ceux de son... son temple, par le cons... la soumission de ceux de son egr... de son temple. Et l'Etat... a pour unique devoir de pro... contre la violence... ce. L'Etat n'est ni catholique... catholique, ni juif... salariat ou favoritisme... et son Législatu... tante, ni catholique, ni... peut pas davantage, dans... tion d'éducation et d'éc... que, voulant que l'éd... sectaire et l'école é... lége enseignant le... rant et développant... opposés, protestant... juif, serait un man... coup sûr, un collèg... Cette doctrine es... damentale de l'U... sive de toutes nos... titution des Etats... nait pas d'autre... autre, sous préte... est plutôt protes...